

Unité départementale de l'Eure
12 rue Melleville
27930 Angerville la Campagne

Angerville la Campagne , le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LAFARGE GRANULATS

Route de la ferme blanche
MUIDS et DAUBEUF
27430 Daubeuf-près-Vatteville

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Route de la ferme blanche MUIDS et DAUBEUF 27430 Daubeuf-près-Vatteville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale dédiée au contrôle de la gestion des déchets de l'industrie extractive.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Route de la ferme blanche MUIDS et DAUBEUF 27430 Daubeuf-près-Vatteville
- Code AIOT dans GUN : 0005800403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est une carrière qui extrait, à sec, des alluvions anciennes (tout-venant) déposées sur les hautes terrasses des boucles de la Seine

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
biodiversité	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs ont examiné le plan de gestion des déchets (PGD), conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, et en particulier

sont article 16 bis. Trois non-conformités mineures ont été relevées et nécessiteront mise à jour du PGD et une mise en cohérence avec le plan de suivi annuels des stocks. La visite de terrain a permis d'observer les modalités de gestion des déchets inertes d'extraction dont l'essentiel sert au remblayage à l'avancement sans entreposage dans une zone de stockage (>3 ans). Ce fonctionnement mérite d'être mieux décrit dans le PGD.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des stocks de terres végétales et de stériles sont disposés de manière séparée en merlons de 5 m de hauteur environ, en limite de zone Est. Les stocks les plus anciens (2002) sont végétalisés et situés au sud, à l'ouest (le long de la piste) et au nord-est de cette zone ; un merlon plus récent (2021) est également constitué au nord-ouest de cette zone. Ces stocks sont voués à rester en place plus de trois ans et seront mobilisés pour le remblayage dans le cadre de la remise en état du site. Ces zones de stockage sont soumises aux prescriptions de l'arrêté du 22/09/1994 en matière de stockage des déchets d'extraction.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les stériles de la carrière alluvionnaire sont stockés sous forme de merlons pour des durées inférieures à trois ans (6 mois à un an). Ces stocks ne sont donc pas soumis aux exigences de l'arrêté du 22/09/1994 en matière de stockage des déchets d'extraction.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : L'exploitant a indiqué que, compte tenu de la faible hauteur et de la pente (45°) des merlons, de la cohérence des matériaux (terre végétale et stériles argileux) stockés et de la technique de constitution (compactage au bulldozer), il considère que le risque de perte d'intégrité des stockages est inexistant. Le PGD présente ces éléments au point 4.2 et conclut formellement à une maîtrise du risque de glissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Les stocks de terre végétale et de stériles ont été compactés au moyen d'un bulldozer et végétalisés, de sorte à assurer leur stabilité physique et à prévenir les circulations d'eau et l'envol de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant effectue un suivi annuel des quantités de matériaux stockés. Il a précisé que ces suivis sont rapidement obsolètes du fait des mouvements réguliers de matériaux dans le cadre de la remise en état coordonnée du site. Les zones de stockages, créées en 2002 et 2021, sont pérennes et ne seront utilisées qu'en toute fin d'exploitation. Les quantités (m ³) ont été mesurées et sont reportées sur le plan de suivi des stocks (1/2000) édité annuellement. A partir de ce plan, les inspecteurs ont noté que le volume total des zones de stockage représentait 46 000 m ³ alors que le PGD reprend une valeur de 170100 sans préciser l'unité (t ou m ³). L'exploitant doit mettre en cohérence les valeurs des quantités de matériaux de découverte (terre et stériles) du PGD et celles du plan de suivi. Le site ne dispose d'aucune installation de traitement des matériaux. Ces derniers sont acheminés vers l'installation de Les Trois Lacs. Les stériles stockés sur place sont classés 01 01 02 conformément à la circulaire du 22 août 2011.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le dernier plan topographique de suivi des stocks est daté de septembre 2021 et a été présenté en amont de la visite sur site. Cette dernière a permis de vérifier l'emplacement des stockages indiqués sur les plans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Les seuls déchets stockés sur site (hors terres végétales) sont des stériles dispensés de caractérisation conformément à la circulaire du 22/08/2011. Le Plan de Gestion des Déchets comprend bien une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets est indiqué dans le Plan de Gestion des Déchets, mais les plans fournis ne permettent pas de visualiser ces emplacements. L'exploitant doit ajouter au plan de gestion des déchets des plans permettant de localiser de manière lisible les zones, existantes ou envisagées, de stockage des déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le Plan de Gestion des Déchets contient une description du fonctionnement de la carrière, ainsi que la destination des déchets d'extraction, qui seront valorisés dans le cadre de la remise en état du site. Ceux-ci ne subissent aucun traitement. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a détaillé l'emplacement des différents stockages de déchets inertes et terres végétales sur son site, les déplacements subis par ceux-ci et leur destination à moyen et long terme. Le PGD estime le volume total de matériaux de découverte qui seront générés durant l'exploitation. En revanche, il ne détaille pas suffisamment l'organisation de la gestion des déchets d'extraction selon qu'ils sont entreposés sur une zone de stockage ou utilisés pour le remblayage à l'avancement (donc stockés moins de 3 ans). Le Plan de Gestion des Déchets doit être amendé afin d'apporter des précisions concernant la gestion des zones de stockage, en particulier l'organisation retenue pour gérer les déchets d'extraction qui sont utilisés pour le remblayage à l'avancement (entreposés moins de 3 ans).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le Plan de Gestion des Déchets précise les impacts potentiels du dépôt des déchets sur la santé humaine et l'environnement, ainsi que les mesures préventives mises en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Selon le PGD, les procédures de contrôle et de surveillance sont intégrées à la surveillance globale du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le Plan de Gestion des Déchets mentionne brièvement la remise en état de la zone de stockage des déchets qui est intégrée à la remise en état générale du site. Le devenir des matériaux ainsi stockés est précisé (remblayage dans le cadre de la remise en état du site).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, biodiversité
Prescription contrôlée : Mesure d'évitement : Mesures déjà réalisées en application des arrêtés des 9 février 2012 et 8 février 2017 et à maintenir : En zone Ouest- Bois du Quesnot la lande sèche d'une surface de 0,83 ha identifiée dans le dossier de demande d'autorisation comme présente sur le périmètre du projet est exclue des zones exploitables pour conserver un habitat favorable au genêt d'Angleterre, à l'oedicnème criard et à l'Engoulevent d'Europe. Sur cette zone les travaux de préparation des zones à exploiter (défrichement, décapage de la terre végétale et des stériles) sont réalisés entre les mois d'octobre et de mars pour éviter d'impacter l'avifaune et les juvéniles. Mesures à réaliser présentées dans le dossier de demande : Les limites Sud et Sud-est de la zone Est à exploiter sont fixées de manière à ne pas perturber la lisière forestière et conserver ainsi un corridor boisé constitué de feuillus suffisamment large. A cet effet, l'exploitant met en place une clôture permettant de garantir l'intégrité de cette lisière forestière.
Constats : Au cours de la visite, il a été constaté : - que la zone de lande sèche d'une surface de 0,83 ha n'a pas été exploitée et qu'elle est entourée d'une clôture en barbelés. Des genêts y ont été observés. - que les limites Sud et Sud-Est de la zone Est sont délimitées par une clôture barbelée, de sorte à garantir l'intégrité de la lisière forestière (coté route) lors de la reprise des travaux d'extraction sur cette partie du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet